

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

13^e ANNÉE. — N° 212 bis

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

1^{er} SEPTEMBRE 1932

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR LOCAL

Droit de statistique

ARRÊTÉ N° 376 modifiant la quotité du droit de statistique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 11 novembre 1926 réglementant le service des douanes au Togo rendu applicable aux taxes à l'importation par décret du 27 décembre 1928.

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 352 du 19 juin 1931 portant création d'un droit de statistique sur les marchandises et animaux à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo placé sous mandat français ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve de l'approbation ministérielle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La quotité du droit de statistique de 0,20 par colis, par tonne ou par tête fixée par l'arrêté n° 352 du 19 juin 1931 est portée à un franc.

ART. 2. — Le chef du Secrétariat général et le chef du service des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 8 juillet 1932.

R. DE GUISE

(Approuvé par télégramme ministériel du 1^{er} septembre 1932).